

Le pouvoir aux travailleurs

19 Mars 2016

N° 220

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>	
<u>EDITORIAL :</u>		
- ENTRE LA BARBARIE DES TERRORISTES ET LA BARBARIE DES CAPITALISTES		2
- DES ACTES CRIMINELS D'UN POUVOIR AU SERVICE DES POSSÉDANTS ! ...		3
- QUI SONT LES VÉRITABLES BÂTISSEURS ?		3
- LES FORCES DE L'ORDRE SONT LÀ SURTOUT POUR RÉPRIMER LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES		4
- TUERIES A ASSUÉFRY POUR GARANTIR LES PROFITS CAPITALISTES	4	- 5
- JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME : QUE DE SATISFECIT POUR TRÈS PEU DE CHOSE !	5	- 6
- PAROLE DE MINISTRE !		6
- DES QUARTIERS D'ABIDJAN SANS EAU COURANTE ET PLONGÉS DANS LE NOIR		7
- SEG OU « ALLIANCES » : LES TRAVAILLEURS EN ONT VU D'AUTRES !	8	- 9
- SMO : UNE SOCIETE SEMBLABLE À D'AUTRES		9
- MALI : IL Y A 25 ANS MOUSSA TRAORÉ A ÉTÉ BALAYÉ DU POUVOIR PAR UN SOULÈVEMENT POPULAIRE	10	- 11

ENTRE LA BARBARIE DES TERRORISTES ET LA BARBARIE DES CAPITALISTES ...
--

Les terroristes ont tué au moins 19 personnes et fait plusieurs blessés à Grand Bassam, le dimanche 13 mars.

Ils ont tué indistinctement, une serveuse, un menuisier, un comptable, un élève, un étudiant, ainsi que d'autres pauvres qui se trouvaient sur leur passage, sans compter les clients de l'hôtel où ces tueurs ont fait irruption.

Rien ne peut justifier une telle barbarie. Ces terroristes sont les pires ennemis des travailleurs.

Les djihadistes exercent une des dictatures les plus féroces qui soient dans les régions qu'ils dominent. Ils rackettent les populations. Ils les forcent à vivre selon des préceptes moyenâgeux. Ils réduisent les femmes en esclavage et tuent ceux qui ne pensent pas comme eux. Leurs victimes, à Grand Bassam, sont autant musulmanes que chrétiennes. Comme les capitalistes, ils luttent pour le pouvoir, les privilèges et l'argent.

Le gouvernement a beau jeu d'appeler aujourd'hui à l'unité nationale. Mais deux mois auparavant, quand ses forces armées ont tué deux travailleurs de Sucaf à Ferkessédougou, en tirant sur eux, pour faits de grève, et emprisonné certains grévistes, alors qu'ils ne faisaient que s'opposer à la diminution de leurs salaires, n'est-ce pas la même barbarie que les terroristes, cette fois-ci pour le compte des capitalistes ?

Quand le gouvernement a détruit, il y a de cela moins d'un mois, coup sur coup, le quartier d'Adjamé-Sodéci, puis le quartier d'Anono-Baoulé à la Riviéra³, chassant ainsi des milliers d'habitants qui occupaient pourtant ces lieux depuis plusieurs décennies, pour les mettre à la disposition des promoteurs immobiliers, comment doit-on qualifier ce genre d'actes, sinon de barbare, pour satisfaire les appétits des riches ?

Alors, les travailleurs n'ont aucune solidarité à avoir avec le gouvernement et les riches dont ils représentent les intérêts. D'autant plus que ce gouvernement et ses forces armées profitent maintenant de cette situation créée par ces terroristes pour renforcer les contrôles et commettre toutes sortes d'exactions dans les quartiers, pour terroriser les plus pauvres, à commencer par les travailleurs.

Il est vital que nous les travailleurs, quelle que soit notre origine, nous nous sentions une classe unie par nos intérêts, pour nous défendre contre les djihadistes et contre les capitalistes qui nous exploitent et plongent le monde dans la barbarie.

L E U R S O C I E T E

DES ACTES CRIMINELS D'UN POUVOIR AU SERVICE DES POSSÉDANTS !

Le 17 février, à 4 heures du matin, le gouvernement détruisait à coups de bulldozers le quartier Adjamé-Sodéci. Plusieurs centaines de militaires, de gendarmes et de policiers ont été mobilisés pour l'occasion. Ce quartier était occupé par les ferrailleurs depuis 1978. Six jours plus tard, le 23 février, c'était le tour du quartier d'Anono-Baoulé à la Riviéra 3 de subir le même sort. Des milliers d'habitants occupaient cet espace de 3 hectares. Les plus anciens étaient là depuis les années 1930.

C'est par la terreur et la force qu'ils ont été chassés de leurs habitations. Le sort des travailleurs et

des populations pauvres est le dernier souci du pouvoir en place. Sa prétendue « *lutte contre l'insalubrité* » n'est qu'un prétexte ! Elle n'exige ni la destruction d'un quartier, ni l'expulsion des habitants, mais la réalisation de travaux d'assainissement.

En détruisant ainsi les quartiers pauvres, le gouvernement libère de l'espace pour permettre aux riches de s'installer. Les premiers servis sont les capitalistes dont le gouvernement sert avant tous les intérêts ! Quant aux populations pauvres, elles sont chassées vers la périphérie, là où leur misère n'est pas visible aux yeux des riches.

QUI SONT LES VÉRITABLES BÂTISSEURS ?

Les gens du gouvernement et tous ces capitalistes qui s'enrichissent en exploitant les travailleurs prétendent être des bâtisseurs, parce qu'ils construisent des ponts, des routes et des bâtiments. Mais savent-ils seulement monter un mur, tourner une bétonneuse, utiliser un damper ? Bien évidemment, ils ne savent rien de tout cela ! Même leur argent, ce sont les

comptables qui le gèrent pour eux ! La vérité, c'est que ce sont ces travailleurs qu'ils chassent ainsi de leurs quartiers qui sont les vrais bâtisseurs ! Ce sont eux qui font tourner toute l'économie. Les riches ne font qu'empocher l'argent de l'exploitation ! C'est là leur unique « *travail* » !

L E U R S O C I E T E

LES FORCES DE L'ORDRE SONT LÀ SURTOUT POUR RÉPRIMER LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES

L'attentat terroriste de Grand Bassam a fait officiellement 19 morts et plusieurs blessés et au fil des jours le bilan ne cesse de s'alourdir. Selon le gouvernement, l'armée ne serait intervenue que 45 minutes après l'assaut des djihadistes. Donc ces derniers ont eu tout ce temps pour accomplir leur sale besogne en toute tranquillité. Pourtant dans cette ville, il y a bien une police et une gendarmerie visibles à plusieurs coins de rue en temps normal. Mais ils sont restés inopérant face à trois individus armés de Kalachnikovs.

En revanche, lorsqu'il s'agit de manifestations populaires ou de luttes des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, les forces de l'ordre sont promptes à mater. Elles font très souvent usage de leurs armes face à des manifestants non armés. Ce fut le cas à Sucaf, à Ferké et récemment à Assuefry, une localité à l'est du pays.

On voit là à quel point ces forces de l'ordre ne sont pas là pour protéger les travailleurs mais pour les mater.

TUERIES A ASSUÉFRY POUR GARANTIR LES PROFITS CAPITALISTES

Dans la nuit du lundi 7 au Mardi 8 mars, des affrontements ont opposés des populations aux FRCI à Assuéfry, une ville située au nord-est de la Côte d'Ivoire. Les soldats ont fait usage de leurs armes face à une population non armée tuant au moins deux personnes, faisant des disparus, et de nombreux blessés. À l'origine de ce conflit, les FRCI ont saisi une cargaison d'anacarde que les paysans allaient vendre vers le Ghana.

Les petits paysans vendent leur production entre 250 et 350 F en Côte d'Ivoire contre 500 F au Ghana voisin.

Dans les campagnes, les acheteurs sont de véritables escrocs face aux paysans. C'est une vraie mafia organisée, du pisteur jusqu'à l'exportateur, pour voler le fruit du travail du paysan. Les balances sont souvent truquées, et en plus de cela, certains payent carrément en dessous du prix officiel. Ce sont les capitalistes exportateurs et ceux de l'agro-alimentaire qui engrangent ainsi les profits de ce vol organisé.

L E U R S O C I E T E

La vente de la noix d'anacarde vers le Ghana n'arrange pas les capitalistes locaux qui s'engraissent sur le dos de ces paysans, de même que le gouvernement qui en tire des taxes sur le travail des paysans.

Si l'Etat voulait vraiment arrêter la vente de l'anacarde vers le Ghana, il n'avait qu'à augmenter le prix d'achat au paysan. Mais au lieu de ça, c'est le

contraire qui se passe. Non seulement, l'Etat oblige les paysans à brader leur production à vil prix mais en plus il utilise la coercition pour les empêcher de la vendre un peu plus cher ailleurs. C'est un véritable brigandage que les dignitaires de l'Etat exercent sur les petits producteurs pour le compte des capitalistes petits et grands installés en Côte d'Ivoire.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME : QUE DE SATISFECIT POUR TRÈS PEU DE CHOSE !

Le 8 mars comme chaque année, partout dans le monde, c'est la journée internationale de la femme. C'est en 1910, que cette journée a été proposée à une conférence internationale des femmes socialistes mais c'est seulement après 1945 que cette journée est devenue une réalité. Deux guerres mondiales après !

En Côte d'Ivoire, cette journée a été placée sur le thème de « *l'autonomisation de la femme* ». Des grands mots pour rien !

Le gouvernement se targue d'avoir permis l'entrée de 36 femmes à l'école de gendarmerie alors que cette institution leur était interdite. De 16%, les femmes seraient passées à 25% dans le gouvernement. Ces quelques

statistiques ne sauraient cacher le sort de la grande majorité des femmes. Elles demeurent majoritaires dans l'agriculture mais représentent seulement 5,6% du personnel spécialisé dans les services. Idem pour le taux de scolarisation. Il y a inégalité dans les salaires entre hommes et femmes. Cela c'est sans compter sur le poids social qui pèse sur les femmes. Il existe encore des peuples qui pratiquent les mutilations génitales féminines, les mariages forcés, la discrimination au niveau de la scolarisation. Sans compter toutes les pseudos coutumes sur la place de la femme dans la société qui l'infériorisent par rapport à l'homme. Combien de femmes meurent encore quand elles accouchent ?

L E U R S O C I E T E

Pour que les femmes puissent se libérer de leur situation actuelle, il faudrait qu'elles œuvrent, avec les hommes, au renversement de la

société capitaliste pour bâtir une société communiste où il n'y aura plus l'exploitation de l'homme par l'homme !

PAROLE DE MINISTRE !

La presse a fait cas récemment de la réception par la Sotra, l'entreprise étatique de transport public, de 127 autobus. Une cérémonie officielle de réception de ces véhicules a été organisée au cours de laquelle le ministre du Transport a dit que ces bus « *assureront un déplacement sûr et mieux sécurisé aux populations d'Abidjan* ». Ce sont des paroles de quelqu'un qui n'emprunte pas les transports en commun pour se déplacer.

Chaque année, la direction de cette entreprise annonce l'arrivée de nouveaux véhicules de transport sans que cela ait une quelconque incidence sur la situation du transport.

Depuis plusieurs années, l'État s'est en réalité désengagé du transport public alors que la population n'a cessé de s'accroître. Le peu de bus restants sont pour beaucoup vétustes, surexploités et pas entretenus. Résultat, ces véhicules tombent très souvent en panne en plein trajet. Récemment un bus a pris feu tout seul à la montée du pont Houphouët. Heureusement, il n'y a pas eu de victimes à déplorer car les passagers se sont empressés de se sauver.

La place a été donc laissée aux Gbakas, aux Woro woro, aux « *véhicules de transport banalisés* ». Ainsi, se déplacer dans la ville d'Abidjan surtout aux heures de pointe, relève d'un véritable parcours du combattant, ce qui ouvre la porte à toutes les spéculations sur le prix du transport.

Sur les chantiers, dans le secteur du bâtiment, les patrons ne se gênent pas pour transporter les ouvriers carrément dans des bennes à sable comme du bétail. A la zone industrielle de Yopougon par exemple, ce sont des « Hyaces » (des petites fourgonnettes transformées en véhicules de transport de personnes) qui assurent le transport des travailleurs. Il va de soi que les places sont serrées car ce ne sont pas des véhicules destinés à cet usage. Là encore, les travailleurs sont entassés comme des sardines en boîte. Ces véhicules sont rarement entretenus. Les pannes sont fréquentes et les risques d'accidents élevés. Aux heures de pointe, on n'en trouve même pas. Les files d'attentes s'allongent. L'attente peut souvent durer des heures.

Alors les dirigeants peuvent faire des discours, la réalité est là.

*L E U R S O C I E T E*DES QUARTIERS D'ABIDJAN SANS EAU COURANTE
ET PLONGÉS DANS LE NOIR

Dans la nuit du 16 au 17 mars, une coupure d'électricité a affecté la commune d'Abobo et une partie de la commune de Cocody. Le courant n'a été rétabli que dans la matinée du lendemain dans la plupart des quartiers.

Selon la CIE (Compagnie Ivoirienne d'Électricité), cela serait dû à un incident sur le réseau électrique survenu à 1h du matin et que les réparations devaient prendre 48 heures.

Mais jusqu'au samedi 19 mars, les sous quartiers d'Abobo, Abobo Baoulé, Belleville et Biabou étaient toujours dans le noir.

Déjà même en temps normal dans certains quartiers d'Abidjan se pratique un délestage qui ne dit pas son nom. Mais des coupures de

plusieurs heures, comme c'est le cas actuellement, c'est nouveau. Ces coupures d'électricité sont aussi couplées à une coupure d'eau qui est survenue en même temps et qui touche plusieurs communes.

Malgré l'auto satisfecit des autorités gouvernementales sur la prétendue amélioration de l'approvisionnement en eau et en électricité, ce sont des quartiers entiers d'Abidjan qui sont victimes du mauvais état des services de la CIE et de la SODECI.

Les seules choses que ces sociétés savent faire fonctionner ce sont les factures. Elles sont toujours à régler en temps et en heure. Mais il arrivera le moment où le courant ne passera pas avec les usagers !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SEG OU « ALLIANCES » : LES TRAVAILLEURS EN ONT VU D'AUTRES !

SEG est l'entreprise qui est chargée de la construction de huit mille logements prétendument « *sociaux et économiques* » à Anyama, à 15 Km au nord d'Abidjan. Il s'agit de la « Résidence Akwaba » qui s'étalera sur une superficie de 65 hectares. Le démarrage des travaux a été lancé en grande pompe par le roi du Maroc le 26 février 2014. SEG n'est qu'un prête-nom derrière lequel se tapit le groupe marocain « *Alliances* » qui espère réaliser d'énormes profits sur le dos des travailleurs.

Ces travaux qui ont démarré il y a un peu plus d'un an, se déroulent dans des conditions déplorables pour l'ensemble des travailleurs. Pour apporter des améliorations, ces derniers ont au début, mené de petites luttes contre la direction. Ce fut d'abord des arrêts de travail spontanés pour refuser soit le licenciement abusif d'un de leurs collègues, soit pour protester contre les retards de salaire.

Mais comme la direction persistait dans sa manière de faire, les travailleurs ont commencé par faire des réunions collectives. Ils se sont organisés et ont désigné leurs délégués. Prenant ainsi conscience de leur force et du fait que ce sont eux qui produisent la plus-value, ils ont décidé de faire valoir leurs revendications. Organisés en syndicat, ils ont adressé une liste de revendications. Ils réclament entre autres : le respect du

salaire catégoriel des manœuvres, la déclaration de tous les travailleurs à la CNPS, une augmentation de salaire, des bulletins de paie, l'élection des délégués, etc.

Une fois les revendications déposées, la direction a d'abord commencé par un jeu d'intimidation en accusant les travailleurs d'être des fauteurs de troubles. Comme cela ne marchait pas, elle a ensuite saisi les autorités d'Anyama, que les travailleurs avaient pris le soin d'informer de leurs revendications. La direction de SEG leur a dit qu'elle n'était pas l'employeur de ces travailleurs, que l'employeur serait une certaine entreprise dénommée « *Arc-en-ciel* ». De ce fait, elle n'est donc pas l'interlocutrice directe des travailleurs. Mais à ce jeu de ping-pong, les autorités préfectorales d'Anyama ont dit « *niet* » et demandé à SEG de répondre aux revendications des travailleurs.

C'est pour ne pas donner une suite favorable que la direction a profité de l'accident qu'a eu le directeur de chantier. Ce dernier faisait un tour pour voir l'évolution des travaux, quand des chutes de gravas qu'un manœuvre versait du haut d'un immeuble lui ont parait-il écorché la tête. Ce fut, en tout cas, une occasion pour mettre tout le monde à la porte. Et pourtant sur ce chantier, il n'existe aucune mesure de sécurité ni de matériel élémentaire de protection.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs ont maintes fois réclamé ces moyens, mais en vain. C'est pourquoi d'ailleurs cette réclamation fait partie de leurs revendications.

Une semaine après, une fois que la direction a cru avoir atteint son objectif qui est de diviser et affaiblir les travailleurs, elle a commencé à recruter les mêmes travailleurs. Pour le faire, elle a procédé par des coups de téléphone à ceux qu'elle souhaite reprendre. Ainsi, les travailleurs considérés comme des meneurs seront laissés sur le carreau.

Mais les travailleurs qui restent soudés et mobilisés se passent l'information. Surtout, ils appellent leurs représentants pour savoir s'il faut reprendre le travail ou pas.

Ce geste déjà montre la détermination des travailleurs et donne à espérer qu'ils seront prêts à reprendre ensemble la lutte, en étant sur le chantier ou pas. Le groupe marocain « Alliance » ne s'en tirera pas comme ça, par un tour de passe-passe !

SMO : UNE SOCIETE SEMBLABLE À D'AUTRES

La SMO est l'une des grosses sociétés de gardiennage de la place. Elle compte des milliers de salariés. Dans cette entreprise, la grande majorité des salariés sont sous contrat de 6 mois ou un an, renouvelable. Parmi ceux-ci, la plupart ne sont pas déclarés à la CNPS et souvent, c'est au moment de la retraite qu'ils le découvrent. Pourtant, ils ont fait souvent plus de 20 ans dans cette entreprise.

Le cas de cette entreprise n'est pas isolé. Pour ne parler que de ce secteur, plus de la moitié des effectifs n'a aucune couverture sociale pour un métier qui est pourtant à risque. Dans d'autres entreprises, les patrons privilégient les contrats précaires, le travail journalier. Parfois l'entreprise

par des artifices crée de faux tâcherons qui reprennent à leur compte les travailleurs avec des salaires beaucoup plus bas et des droits pratiquement inexistantes. Et souvent il y a tellement d'intermédiaires que le travailleur ne sait même plus pour qui il travaille. D'ailleurs, les patrons font de plus en plus signer aux travailleurs des CDI à « *terme imprécis* » ! Il ne s'agit rien d'autre qu'un contrat de dupe où ces travailleurs sont alors corvéables à merci sans même avoir la garantie d'un salaire minimum !

Les patrons usent et abusent de cette situation parce qu'il n'y a pas de lutte conséquente des salariés de ce secteur. Mais le vase est plein et il peut déborder !

<p>MALI : IL Y A 25 ANS MOUSSA TRAORÉ A ÉTÉ BALAYÉ DU POUVOIR PAR UN SOULÈVEMENT POPULAIRE</p>
--

Le 26 mars 1991 le dictateur malien Moussa Traoré est chassé du pouvoir après avoir dirigé ce pays durant plus de 22 ans sous la terreur de l'armée et de son parti unique. Il est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat, le 19 novembre 1968, contre le président Modibo Keïta.

Comme son prédécesseur, Moussa Traoré ne tolère aucune contestation. Il n'hésite pas à assassiner ses opposants ou à les enfermer dans la tristement célèbre prison de Kidal. De nombreux opposants sont contraints à l'exil pour échapper à la mort.

Au cours de l'année 1980, un vent de contestation estudiantine secoue son régime. Il la réprime violemment en assassinant le leader étudiant, Abdoul Karim Camara (dit « *Cabral* »), le 17 mars 1980. Mais loin de calmer la contestation estudiantine, cette répression ne fera que la renforcer. C'est ainsi que l'Union nationale des élèves et étudiants du Mali (UNEEM) devient le fer de lance de l'opposition au régime.

Le bâillonnement de l'opposition, le racket de la population par les forces de l'ordre ainsi que la corruption qui règne dans toutes les administrations finissent par généraliser des mécontentements de plus en plus grands dans toutes les couches de la population malienne.

En 1990, un vent de contestation contre le parti unique secoue de nouveau le régime. Bien qu'interdits, des partis politiques opposés au régime se font jour en

organisant des meetings et des rassemblements populaires défiant le pouvoir. Les populations soutiennent les associations et ces partis politiques. Même l'UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali) qui était jusque-là inféodée au régime se détache de lui en déclarant, fin mai 1990, que désormais elle « *opte pour l'instauration du multipartisme et du pluralisme démocratique* ».

Le régime de Moussa Traoré est aux abois. Tandis que le mécontentement populaire grandit et occupe les rues de la capitale et des autres grandes villes, le dictateur reste de plus en plus cloîtré dans son luxueux palais présidentiel de la colline de Koulouba.

Le 17 mars 1991, plusieurs partis et associations politiques défilent dans la capitale pour commémorer l'assassinat du leader étudiant, Abdoul Karim Camara. Quelques jours plus tard, le 22 mars, les organisations contestataires mettent sur pied un Comité de coordination des associations et des organisations démocratiques. Les étudiants et élèves dressent des barricades aux principaux carrefours de la capitale. L'armée réprime et fait plusieurs dizaines de morts. Les corps de dizaines de manifestants touchés jonchent les couloirs du service des urgences de l'hôpital Gabriel-Touré. Le gouvernement envoie des soldats jusqu'à l'intérieur de l'hôpital pour achever les manifestants blessés. Le lendemain, 23 mars, la tuerie continue.

Moussa Traoré reçoit les dignitaires religieux pour tenter de calmer la population, en vain. Le lendemain, 24 Mars, des femmes de Bamako lancent un appel pour faire une marche de protestation contre les tueries du régime. Plus de cent mille personnes participent à cette manifestation et décident de marcher sur Koulouba. L'armée ouvre le feu et fait de nombreuses autres victimes mais la mobilisation populaire ne faiblit pas, le régime de Moussa Traoré agonise.

Le 26 mars 1991, le dictateur est renversé par un coup d'Etat militaire. Un groupe d'officiers met en place un « *Comité de transition pour le salut du peuple* » dirigé par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (ATT). Moussa Traoré est arrêté et condamné à mort en 1993. Il est gracié en 2002 par Alpha Oumar

Konaré et depuis cette date il est libre et mène sa vie au Mali.

Depuis sa chute, le multipartisme a été établi au Mali et l'opposition peut s'exprimer plus ou moins librement. Mais le sort des travailleurs et de la population pauvre n'a pas changé pour autant. La corruption et le racket des forces de l'ordre sur la population qui avaient un temps reculé ont refait surface dès que la mobilisation populaire a disparu. Le palais de Koulouba a changé de locataire plusieurs fois mais les caisses de l'Etat continuent d'être dilapidées par les nouveaux arrivants. Le sort des travailleurs, des petites gens des villes et des campagnes ne changera véritablement que lorsque les exploités prendront eux-mêmes le pouvoir et l'exerceront pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.